



Conseil des affaires étrangères

11 novembre 2019

Le Conseil des affaires étrangères, présidé par Federica Mogherini, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, débutera à 9 heures par un débat sur les **questions d'actualité**, qui permettra aux ministres de passer en revue les problèmes pressants à l'ordre du jour international.

Les ministres des affaires étrangères procéderont ensuite à un échange de vues sur l'**Afghanistan**, en particulier à la suite de l'élection présidentielle qui s'est déroulée le 28 septembre 2019. Ils devraient également faire le point sur les évolutions récentes et les efforts déployés pour soutenir et promouvoir un processus de paix inclusif et transparent.

Le Conseil débatera de **la situation en matière de sécurité dans la région du Golfe et de l'Iran**, et mènera une réflexion sur la manière dont l'UE peut contribuer à sa stabilisation.

Les ministres des affaires étrangères de l'UE discuteront également du **Soudan**, dans la perspective d'un échange de vues avec le Premier ministre Abdallah Hamdok, qui suivra au cours d'un déjeuner de travail.

Possibilités de point presse:

- | | |
|---------------------------|---|
| Vers 8 h 45 (à confirmer) | Déclaration de la haute représentante, M ^{me} Federica Mogherini, avant la session |
| Vers 13 h 00 | Accueil du Premier ministre soudanais Abdallah Hamdok par la haute représentante Federica Mogherini |
| Vers 14 h 45 | Conférence de presse à l'issue du Conseil des affaires étrangères |

[Page des sessions du Conseil](#)

[Conférences de presse et manifestations publiques par transmission vidéo](#)

[Transmission vidéo, téléchargeable en format "diffusion"\(MPEG 4\), et galerie de photos](#)

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse.

Actualité

Le Conseil des affaires étrangères entamera ses travaux par un débat sur des questions d'actualité.

En outre, les ministres des affaires étrangères donneront suite au Conseil d'octobre en ce qui concerne l'action militaire unilatérale de la Turquie dans le nord-est de la **Syrie**. Ils pourraient également aborder la question de la stricte mise en œuvre des politiques en matière d'exportation d'armes vers la **Turquie**, conformément aux engagements pris lors de la dernière session du Conseil. Ils feront également le point sur la question des **forages illégaux** en Méditerranée orientale.

La haute représentante et les ministres des affaires devraient évoquer le **Venezuela**, à la suite de la conférence internationale consacrée à la crise des migrants et des réfugiés qui s'est tenue à Bruxelles les 28 et 29 octobre et aborder la question des prochaines mesures à prendre par l'UE et le groupe de contact international.

La haute représentante pourrait également évoquer la **Chine**, à la suite de sa visite le 24 octobre 2019, ainsi que la situation à **Hong Kong** dans ce contexte. L'évolution récente de la situation au **Liban** devrait également être abordée.

[Conclusions du Conseil sur le nord-est de la Syrie, 14 octobre 2019](#)

[Conclusions du Conseil sur les activités de forage illégales de la Turquie en Méditerranée orientale, 14 octobre 2019](#)

[Déclaration de la haute représentante, Mme Federica Mogherini, concernant la réunion inaugurale du comité constitutionnel pour la Syrie, 30 octobre 2019](#)

[Conférence internationale de solidarité sur la crise des réfugiés et des migrants vénézuéliens, Bruxelles, 28-29 octobre 2019 — Communiqué conjoint des coprésidents](#)

[Déclaration de la haute représentante, au nom de l'UE, sur le Venezuela, 27/09/2019](#)

[Venezuela: la réponse du Conseil à la crise](#)

[La haute représentante, Federica Mogherini, se rend à Pékin pour discuter des relations bilatérales et de la coopération en matière de politique étrangère, 24 octobre 2019](#)

[Déclaration de la haute représentante, au nom de l'UE, sur Hong Kong, 2 octobre 2019](#)

[Déclaration de la haute représentante, au nom de l'UE, sur l'évolution récente de la situation au Liban, 25 octobre 2019](#)

Afghanistan

Les ministres des affaires étrangères procéderont à un échange de vues sur la situation politique actuelle en Afghanistan. Ils devraient se concentrer sur la situation au lendemain de l'élection présidentielle du 28 septembre 2019, dont les résultats préliminaires sont toujours attendus. Les ministres débattront également de la manière dont l'UE peut continuer à soutenir un processus de paix inclusif et transparent et à promouvoir une réduction de la violence et des victimes civiles, et discuteront des prochaines étapes de l'action de l'UE.

Dans une déclaration du 30 septembre 2019, la haute représentante a reconnu la détermination des Afghans à faire progresser la démocratie dans leur pays, mais a indiqué que la légitimité du résultat final du scrutin présidentiel dépendra de la capacité des organes de gestion des élections afghans à remplir leur mandat de manière impartiale, efficace et transparente et dans le plein respect de la constitution et des lois et procédures électorales. L'UE est déterminée à soutenir l'ordre constitutionnel afghan et le processus électoral en tant que moyen de garantir la continuité institutionnelle et la légitimité des institutions politiques afghanes.

À la suite de la suspension des pourparlers de paix entre les États-Unis et les talibans ainsi que du dialogue entre les parties afghanes, la haute représentante a rappelé, au cours d'un entretien téléphonique qu'elle a eu le 22 septembre 2019 avec le président Ghani, le point de vue de l'UE selon lequel des pourparlers de paix directs entre le gouvernement et les talibans restaient la seule voie vers une paix durable.

Le 8 avril 2019, le Conseil a adopté ses dernières conclusions en date sur l'Afghanistan, dans lesquelles il a réaffirmé son engagement à long terme à soutenir le peuple afghan sur la voie de la paix, de la sécurité et de la prospérité. Il a également encouragé le gouvernement afghan et les talibans à redoubler d'efforts pour parvenir à un règlement pacifique et négocié du conflit et recommandé que débutent dès que possible des négociations directes entre les Afghans, dans lesquelles le gouvernement afghan et les talibans occupent une place centrale.

Le soutien politique et l'engagement à long terme dont l'UE fait preuve à l'égard de l'Afghanistan ont également été confirmés par la haute représentante en 2017, à travers la nomination de l'envoyé spécial de l'Union européenne, Roland Kobia, chargé de faire en sorte que l'UE contribue plus activement à assurer une paix durable et la prospérité en Afghanistan et dans la région.

D'un point de vue financier, depuis 2002, l'Union européenne a fourni 3,66 milliards d'euros d'aide au développement et d'aide humanitaire, devenant ainsi le quatrième plus grand donateur pour la population afghane. L'Afghanistan est également le plus grand bénéficiaire de l'aide au développement apportée par l'UE. Conjointement avec ses États membres, l'Union européenne verse plus d'un milliard d'euros par an d'aide au développement à ce pays. Lors de la conférence de Bruxelles sur l'Afghanistan qui s'est tenue en octobre 2016, l'Union européenne et ses États membres se sont engagés à verser 5 milliards d'euros pour venir en aide à l'Afghanistan au cours de la période 2016-2020. En novembre 2018, la Commission européenne a alloué 474 millions d'euros pour soutenir la consolidation de l'État et la réforme du secteur public, la santé, la justice et l'organisation d'élections, ainsi que pour s'attaquer aux problèmes liés aux migrations et aux déplacements en Afghanistan.

[Rencontre des envoyés et représentants spéciaux consacrée au processus de paix en Afghanistan, 23 octobre 2019](#)

[Déclaration de la haute représentante sur l'élection présidentielle en Afghanistan, 30 septembre 2019](#)

[Relations UE-Afghanistan, fiche d'information](#)

Sécurité dans la région du Golfe et de l'Iran

Les ministres des affaires étrangères auront un débat sur la sécurité dans la région du Golfe et de l'Iran. Ils devraient discuter de la situation dans l'ensemble de la région et du rôle que l'UE pourrait jouer pour ce qui est de contribuer à la désescalade dans la région. Les ministres pourraient également se pencher sur l'Iran, en tenant compte des dernières annonces faites par le pays en ce qui concerne le plan d'action global commun (l'accord sur le nucléaire iranien).

Les ministres des affaires étrangères ont discuté pour la dernière fois de la situation dans le Golfe le 30 août 2019, lors de la réunion "Gymnich", où ils sont convenus que le message principal de l'UE était d'insister sur la nécessité d'éviter une nouvelle escalade et d'ouvrir des canaux de dialogue et de coopération dans l'ensemble de la région, tout en respectant de manière claire et sans équivoque l'ordre international fondé sur des règles ainsi que la liberté de navigation, notamment dans le détroit d'Ormuz. Il se peut que les ministres des affaires étrangères discutent de la manière dont l'UE peut contribuer davantage à une approche plus générale en vue d'apaiser les tensions dans la région.

Le Conseil s'est également penché sur la situation dans le Golfe lors de sa session du 15 juillet 2019, au cours de laquelle les ministres des affaires étrangères ont mis l'accent sur les tensions que connaît la région et sur les moyens de réduire le risque de mauvaise appréciation de la situation, qui pourrait déboucher sur une escalade militaire. Les ministres se sont en outre intéressés à l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan d'action global commun, à la suite du retrait des États-Unis et des annonces et des mesures de Téhéran concernant la réduction de sa mise en œuvre de certains aspects de l'accord sur le nucléaire iranien. Ils ont demandé instamment à l'Iran d'annuler les mesures qu'il a prises et réaffirmé que l'engagement de l'UE à l'égard de l'accord sur le nucléaire dépend du plein respect de celui-ci par l'Iran et que les questions liées au respect de l'accord doivent être traitées dans le cadre du plan d'action global commun. Ils ont également fait le point sur les efforts déployés actuellement par l'UE pour permettre la poursuite du commerce légitime avec l'Iran, y compris par l'intermédiaire de l'entité ad hoc "INSTEX", qui est à présent opérationnelle.

La haute représentante de l'UE, Federica Mogherini, a présidé une réunion ministérielle du groupe E3/UE +2 (France, Allemagne, Royaume-Uni, ainsi que la Chine et la Russie) et de l'Iran qui s'est tenue à New York le 25 septembre 2019. Les participants se sont penchés sur la mise en œuvre dudit plan d'action et ont rappelé que celui-ci demeurerait un élément essentiel de l'architecture mondiale de non-prolifération nucléaire et une réalisation importante de la diplomatie multilatérale. Ils ont souligné l'importance de la mise en œuvre intégrale et effective du plan d'action global commun par toutes les parties et ont réaffirmé leur détermination à ne ménager aucun effort pour préserver l'accord, qui est dans l'intérêt de tous.

[Relations de l'UE avec l'Iran](#)

[Plan d'action global commun](#)

Soudan

Les ministres des affaires étrangères procéderont à un échange de vues afin de préparer la discussion qu'ils auront ensuite au cours d'un déjeuner de travail avec le Premier ministre du Soudan, M. Abdalla Hamdok. La discussion sera l'occasion d'examiner comment l'UE pourrait jouer un rôle actif pour soutenir et consolider la transition politique au Soudan.

Le gouvernement de transition a présenté son plan de relance en 200 jours à la communauté internationale à l'occasion d'une réunion des "Amis du Soudan" qui s'est tenue à Washington le 21 octobre 2019, et il a sollicité l'aide de donateurs en vue de la mise en œuvre de ce plan. Les ministres des affaires étrangères devraient exprimer la volonté de l'UE d'aider le pays à mettre en place les réformes politiques et économiques nécessaires à la réalisation des objectifs énoncés, et réaffirmer l'attachement politique de l'UE à la transition civile. Ils réaffirmeront également que l'UE est déterminée à fournir un soutien économique et technique ainsi qu'une aide humanitaire afin de répondre aux besoins urgents et à long terme du Soudan, en poursuivant la coordination avec les autres acteurs internationaux. La possibilité de mettre en place un dialogue politique régulier entre l'UE et le Soudan pourrait également être débattue.

Le 17 août 2019, l'UE a assisté à la cérémonie de signature de l'accord de transition à Khartoum, témoignant ainsi de son solide appui politique en faveur de la transition civile. La conclusion de cet accord est le fruit de longues négociations entre toutes les parties, menées avec la médiation de l'Éthiopie et dans lesquelles l'Union africaine s'est engagée de manière résolue; elle marque une étape importante pour le Soudan sur la voie de la paix, de la démocratie et de la prospérité.

Le Conseil a adopté en dernier lieu des conclusions sur le Soudan le 19 novembre 2018, avant le début du mouvement civil de protestation en cours et le changement de direction qui s'en est suivi. Dans ces conclusions, le Conseil a rappelé le rôle déterminant du Soudan pour la paix et la stabilité de l'ensemble de la région de la Corne de l'Afrique et a confirmé qu'il était prêt à engager un dialogue avec Khartoum en fonction des progrès réalisés par le Soudan pour ce qui est des réformes internes, des droits de l'homme, de la bonne gouvernance, du soutien à l'acheminement de l'aide humanitaire, des efforts déployés en faveur d'une paix durable, ainsi que du rôle constructif qu'il jouerait dans la région.

[Déclaration de la porte-parole sur la conclusion de l'accord de transition au Soudan, 18 août 2019](#)

[Conclusions du Conseil sur le Soudan, 19 novembre 2018](#)

[Délégation de l'UE auprès du Soudan \(SEAE\)](#)

Autres points

Le Conseil devrait adopter sans débat un certain nombre de décisions et de conclusions.
